

# LE SOCIALISME

## *Causerie et infos en bref.*

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

**Le 15 mars 2025**

### **La France est devenue une puissance de second rang.**

Je ne reproduis plus qu'un minimum d'infos sur la France qui ne concernent finalement que votre microcosme, et encore.

Je veux dire par là, que si je devais reproduire toute l'actualité économique, social et politique des 200 pays dans le monde qui figurent dans des blogs, par exemple vous informer de toutes les manifestations qui ont lieu quotidiennement dans le monde pour des augmentations de salaire ou d'autres revendications sociales, il faudrait qu'une équipe entière y consacre la journée entière. Idem pour des infos politiques qui ne présentent pas un intérêt prioritaire, ils en tombent des centaines ou des milliers par jour.

Du coup la sélection est forcément très arbitraire. Elle correspond aux priorités que j'ai établies en fonction des enseignements et des objectifs politiques de ce que je souhaite partager avec les lecteurs.

Je cible de préférence les infos les moins triviales ou pourvues d'intérêt, qui vont nous permettre de réfléchir, d'apprendre quelque chose, de progresser ensemble. Il faut qu'elles soient abordables par le plus grand nombre, car ici on ne s'adresse pas aux élites. Les faits de la vie quotidienne nous vont très bien, ceux dont tout le monde discute ou entend parler sont particulièrement appropriés pour cet exercice, en excluant ceux qui relèvent des faits divers, bien que la politique y soit de plus en plus assimilée tellement le niveau des acteurs politiques est misérable ou ils se livrent à un pitoyable spectacle digne des émissions débiles de télé-réalité qui ont envahi les écrans de télévisions. D'ailleurs, vous remarquerez qu'on peut traiter la plupart des infos sans faire référence à eux tellement ils sont insignifiants, les choses importantes se décident ou se déroulent ailleurs, et c'est cela l'essentiel pour nous.

---

Je ne signerais jamais un tel accord avec les Américains et les Ukrainiens, c'est un piège à cons, ce que n'importe qui peu comprendre au premier coup d'œil.

Voyez comment ils se sont comportés après les accords de Minsk, comment les Américains et les Israéliens se comportent à Gaza et en Cisjordanie, comment ils se comportent au Liban toujours occupé violant délibérément les accords conclus.

---

## **Une réelle menace plane sur la France : Macron et les institutions de la Ve République, l'Union européenne.**

Un internaute Poutine serait donc pire qu'Hitler et la Russie serait pire que l'Allemagne nazie, si l'on en croit les propos des chefs de l'Union européenne et de l'OTAN, le tout relayé abondamment par tous les moyens de désinformation disponibles, avec moult généraux de plateaux télévisés nous gratifiant de leurs expertises.

- Selon Poutine, les politiciens occidentaux font régulièrement état d'une menace russe imaginaire pour effrayer les populations et détourner leur attention des problèmes nationaux. RT 13 mars 2025

### **Vérifions-le.**

- Un avion de chasse russe a menacé un drone français en Méditerranée, a dénoncé le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, ce mardi. Le Point 4 mars 2025

- Macron : *"La Russie est devenue une menace pour la France et pour l'Europe"*. AFP 6 mars 2025

- La *"menace russe est réelle et sérieuse"* et le gouvernement ne fait pas de *"surenchère guerrière"*, affirme sa porte-parole Sophie Primas. Le Figaro/AFP 12 mars 2025

- *"Si nous ne garantissons pas la sécurité climatique, la sécurité en Europe sera impossible"*, prévient Teresa Ribera, vice-présidente de la Commission européenne en charge du climat, dans Le Monde. Elle prévient que *"le concept de sécurité doit aussi inclure la sécurité face aux dangers du réchauffement climatique"*. francetvinfo/AFP 12 mars 2025

- *"La « menace » russe « se traduit traditionnellement par une menace d'espionnage très forte mais aussi des menaces ou actions d'ingérence ou de déstabilisation qui participent à saper notre modèle »*, a décrit mercredi la patronne de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) en France, Céline Berthon. Source : AFP 12 mars 2025

- Interrogé sur la menace russe en France, Bruno Retailleau a affirmé : *«Il y a un risque russe qui s'est exprimé avec une guerre hybride avec Wagner. Les Russes ont mené une forme de guerre contre la France pour nous chasser de l'Afrique, il faut le reconnaître»*. Source : Invité de l'interview matinale de RTL le 12 mars 2025

- Retailleau a également évoqué un danger potentiel sur le territoire national. *«Il existe un risque d'attaque cyber ou même très physique»*. (Source : RT 12 mars 2025)

---

## **Comment des fanatiques enragés fabriquent un récit conforme à leur idéologie, qui va leur péter à la gueule d'ici peu.**

J-C – Quand les élites se prostituent, elles ne font pas dans la dentelle, elles sont atteintes de mythomanie aggravée. Un tel degré de désinformation méritait d'être relevé, il témoigne de leur volonté de nuire aux personnes qu'ils s'adressent.

N'est-ce pas plutôt l'autocrate russe Vladimir Poutine qui est un dictateur ? (Plutôt que le nazi Zelensky. - J-C)

"Nous savons que Donald Trump nourrit une certaine fascination pour Vladimir Poutine, pour l'homme. Je les vois tous les deux comme de pures bêtes de pouvoir." Régis Genté, journaliste.

A Washington, le dirigeant populiste "se poutinise dans sa manière de communiquer, de décider", selon Régis Genté.

Une "poutinisation" de la politique s'opère aux Etats-Unis, relève Le Monde

Maud Quessard voit dans les discours expansionnistes de l'Américain un certain parallèle avec la vision impérialiste de Vladimir Poutine.

Dans ces discours, Trump coche les cases d'un « *néoimpérialisme prédateur.* » Maud Quessard, spécialiste de la politique étrangère américaine

Le populiste américain et l'autocrate russe partagent en outre des convictions masculinistes et une même volonté politique : lancer une offensive ultraconservatrice dans leurs pays respectifs.

Son livre (de Régis Genté) décrit l'ampleur des liens qui se sont noués entre Donald Trump et Moscou, et ce depuis près d'un demi-siècle. Un "*incroyablement riche réseau de relations d'affaires*", notamment avec des membres de la "*mafia rouge*". "*Pour les officiers et responsables de la communauté du renseignement des Etats-Unis, il n'y a aucun doute que Donald Trump a été approché par les services d'espionnage soviétiques puis russes, peut-être 'recruté' ou du moins 'cultivé'*", développe le journaliste. (Quel délire, ce type est dément ! C'est comme cela qu'ils les aiment à FranceInfo. – J-C)

En 1987, Donald Trump avait été invité à Moscou avec son épouse Ivana Trump. Un voyage discrètement organisé par le KGB alors le New-Yorkais rêve d'une "*Trump Tower*" à Moscou. A cette époque, "*le renseignement russe espère voir quelqu'un qui, à Washington, aille dans le sens des intérêts de Moscou*", poursuit Régis Genté. De retour aux Etats-Unis, Donald Trump débourse près de 100 000 dollars pour publier une lettre ouverte dans trois prestigieux journaux américains. Un appel pour que les Etats-Unis "*cessent de payer pour défendre des pays qui ont les moyens de se défendre eux-mêmes*". Près de quarante ans plus tard, les circonstances ont changé mais le discours reste le même vis-à-vis des pays de l'Otan face à la menace russe. FranceInfo 14 mars 2025

J-C – Cela fait 40 ans que Trump et Poutine tramaient toute cette histoire, c'est tellement con que personne ne le croira, excellent, ils se décrédibilisent eux-mêmes.

---

### **Le IIIe Reich vivra !**

- La Pologne demande aux États-Unis de déployer des armes nucléaires sur son territoire - RT 13 mars 2025

- La Lituanie prête à adapter sa loi suprême pour accueillir l'arme nucléaire - RT 14 mars 2025

## Lu.

Serguey Glazyev, économiste et homme politique russe, déclare que les derniers moments de la guerre hybride ont commencé. La tentative de maintenir d'anciennes structures hégémoniques ne fait qu'aggraver la situation, alors qu'un nouvel ordre est inévitablement sur le point d'émerger.

*«La transition a commencé avec la perestroïka de l'Union soviétique et se termine par la transformation équivalente des États-Unis – l'effondrement d'une puissance mondiale vers l'effondrement d'une autre. Un nouvel ordre économique s'établit comme un pôle bipolaire en Asie de l'Est et du Sud»,* affirme Glazyev, sans se soucier des objections des atlantistes.

Selon lui, la direction actuelle des États-Unis a abandonné la stratégie défailante de Zbigniew Brzezinski, que l'administration précédente a poursuivie. L'objectif du plan en cinq étapes était de *«créer un régime russophobe en Ukraine, de l'entraîner dans un conflit avec la Russie, de séparer l'Europe de la Russie, de renverser le gouvernement de Poutine par une révolution de couleur, d'attaquer l'Iran et finalement d'isoler la Chine».*

Bien que les deux premières étapes aient été réalisées, le plan a échoué à la troisième étape. Glazyev souligne que les dirigeants occidentaux *«ont sous-estimé la capacité du peuple russe à s'unir derrière son gouvernement face à une menace extérieure ainsi que les lois de développement économique à long terme».*

*«La crise financière de 2008 a déclenché la transition vers une nouvelle technologie et un nouveau système économique qui se stabilisera cette année»,* déclare Glazyev. *«Le centre de l'économie mondiale a déménagé en Asie de l'Est et du Sud. L'Occident ne dicte plus la direction ; son hégémonie de cinq cents ans touche à sa fin».*

Cette mutation suit un schéma historique : tout comme les périodes de capital accumulé de l'Espagne, des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne ont pris fin, l'ère des États-Unis est maintenant révolue, et l'heure de l'Asie est arrivée. Selon Glazyev, l'actuelle administration américaine le reconnaît, c'est pourquoi elle se retire de la guerre hybride mondiale lancée sous Obama (je pense que cette vue nécessite des preuves supplémentaires pour l'appuyer).

Glazyev critique sévèrement les dirigeants européens : *«Les marionnettes de l'Europe, aveuglées par leur pensée démodée et leur attitude russophobe, ne comprennent pas cette évolution. Ils continuent la guerre contre la Russie, ce qui détruit l'Europe encore une fois. Au lieu de réinventer leur économie sur une nouvelle base technologique ou de résoudre les défis du vieillissement de la population, ils s'accrochent à leur haine de la Russie et tentent de réduire notre pays».*

Le conflit ukrainien menace, selon Glazyev, d'engloutir toute l'Europe. Les dirigeants européens affaiblissent la compétitivité de leur économie en menant une guerre contre la Russie, tandis que leurs villes se dégradent et que des cultures étrangères y modifient les sociétés. *«Ils conduisent la civilisation européenne vers la destruction»,* avertit-il.

Glazyev croit que Trump aurait pu prévenir le chaos en Europe et accélérer la fin de la guerre, si Elon Musk avait bloqué les capacités de Starlink, ce qui aurait entraîné l'effondrement rapide des forces armées ukrainiennes. Cependant, il rappelle que les conflits attisés par la Grande-Bretagne en Europe ont toujours profité aux États-Unis, qui ont utilisé les talents et les capitaux fuyant les guerres à leur propre avantage. *«Il n'est donc pas prudent de faire confiance aux États-Unis»,* constate le chercheur russe.

Glazyev accuse les dirigeants corrompus de l'UE de «faire partie d'une alliance autodestructrice anti-russe pour tenter de maintenir leur empire bureaucratique à flot». La Grande-Bretagne, sortie de l'UE, incite les Européens à sacrifier leurs nations au profit du grand capital.

«La guerre hybride mondiale commencée il y a dix ans par les services de renseignement des États-Unis et de la Grande-Bretagne touche à sa fin. Nous assistons maintenant à la dernière bataille de l'État profond des pays occidentaux, qui vise la Russie pour s'emparer de ses ressources», dit-il.

---

## Qui a dit ?

- "Nous avons besoin d'urgence de nous préparer au réchauffement climatique qui aura aussi un impact militaire. Le réchauffement climatique va pousser des millions de gens à travers les frontières"

Réponse : Mélenchon au micro de France inter le 13 mars 2025. BFMTV 13 mars 2025

Mélenchon est aussi cinglé et pourri que Macron, c'est lui qui en fait la démonstration, notez bien.

Il a par ailleurs encensé le système de défense qui s'appelle « la dissuasion nucléaire » dont chaque Français devrait être fier. Si je ne dépendais pas de ma misérable retraite pour survivre, je demanderais à être déchu de la nationalité française.

Le fils spirituel de Mitterrand comme se définit Mélenchon, se fera un plaisir de découvrir la face la moins reluisante de son maître à penser.

**Pour déconstruire le mythe d'un François Mitterrand «décolonisateur» - Slate.fr 14 mars 2025**

<https://www.slate.fr/politique/l-afrique-d-abord-thomas-deltombe-la-decouverte-francois-mitterrand-itineraires-africains-avant-la-ve-republique-anne-laure-ollivier-frederic-turpin-le-bord-de-l-eau-colonies-france-decolonisation-empire-president-mythe>

**Il y a encore plus social-patriote-impérialiste que Mélenchon au NFP.**

**Augmentation du budget de la défense : « Quand on a des défis pareils, c'est la solidarité nationale qui doit jouer », affirme Marine Tondelier - Publicsenat.fr 14 mars 2025**

Après la réunion entre des parlementaires, le ministre des Armées et le Premier ministre, la cheffe de file des écologistes affirme partager l'objectif du gouvernement d'augmenter le budget de la défense. Cette dernière se réjouit également de l'organisation de ce type de réunion entre l'exécutif et les parlementaires. Publicsenat.fr 14 mars 2025

---

## Et si c'était le fin mot de l'histoire ?

J-C - C'est ce que je pense depuis le début. Ils sont bien en guerre contre tous les peuples, à commencer par celui qu'ils exploitent directement. C'est d'une banalité, je crois c'est cela le plus déconcertant, pourquoi personne ne le met-il pas en avant ?

## **Travailler plus pour soutenir « l'effort de guerre » ? - Paris Match 12 mars 2025**

Faudra-t-il travailler davantage pour financer l'effort de guerre ? Alors que le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, préconise 100 milliards d'euros de budget par an (contre plus de 50 milliards aujourd'hui), la question est plus que jamais au cœur du débat public. Interrogé à ce sujet, un ténor de la majorité nous renvoie aux années 30. « *Les 40 heures du Front populaire de Léon Blum n'ont pas duré. Face à la montée des périls, le gouvernement a rapidement augmenté la durée du temps de travail des salariés, notamment dans l'industrie de la Défense* ».

En effet, dès août 1938, Édouard Daladier, président du Conseil depuis avril, soutient qu'il faut remettre « *la France au travail et nous sauverons la paix* ». Le successeur de Léon Blum, figure du parti socialiste radical, revient sur les acquis sociaux scellés par les accords de Matignon deux ans plus tôt, après que des grèves massives ont paralysé le pays, comme jamais auparavant. Il prend ainsi une série de décrets-lois, appelés par ses opposants les « *décrets misères* », qui reviennent sur les mesures du Front populaire.

Travailler jusqu'à 60 heures par semaine

Avec son ministre des Finances, Paul Reynaud, il assouplit la loi sur les 40 heures qu'il qualifie de « *loi de paresse et de trahison nationale* » et permet aux salariés de travailler jusqu'à 48 heures, puis 50 heures. En parallèle, la rémunération des heures supplémentaires est abaissée. Et en mars 1939, les industries de défense nationale sont autorisées à faire travailler leurs employés jusqu'à 60 heures par semaine. Le gouvernement s'inquiète, à l'époque, du réarmement intensif entamé de l'autre côté du Rhin où les ouvriers travaillent déjà 50 à 60 heures par semaine.

Le 20 mars prochain, les ministres des Armées et de l'Économie, Sébastien Lecornu et Éric Lombard vont réunir le secteur privé (banques, assurances...) pour soutenir « *l'effort de guerre* », en investissant dans la base industrielle afin de permettre une « *forte montée en puissance* » de ces entreprises ciblées. Une partie de l'épargne des Français pourrait ainsi être prochainement redirigée vers l'industrie de défense. Les livrets (A, LDDS...) dont les rendements sont aujourd'hui garantis ne devraient pas être concernés, selon nos informations.

« *Le secteur privé se concentrera sur l'investissement, et le public sur les achats* », poursuit le conseiller précité. Les contraintes budgétaires de l'État étant nombreuses, le gouvernement devra « *soit réaffecter une partie des dépenses d'autres ministères dans la défense, soit augmenter le travail en France* », puisqu'il ne souhaite ni alourdir les impôts ni couper dans les dépenses sociales ou administratives. La deuxième option permettrait de financer l'effort de guerre et d'accélérer, comme avant la Seconde Guerre mondiale, la production d'armes.

Éric Lombard a récemment expliqué qu'il faudra « *sans doute travailler plus* » dans les années à venir pour sauver notre modèle social. Et financer la guerre ? La question n'a pas encore été tranchée par l'exécutif. Dans le contexte politique actuel, elle peut être explosive. Tous en ont conscience. « *Le gouvernement Daladier avait réussi à mettre en place la semaine à 60 heures. L'on se demande comment ?* » commente, dans un rire nerveux, le ténor de la majorité précité.

En réalité, les textes actuels le permettent déjà puisqu'il est possible d'augmenter la durée du temps de travail à 48 heures par semaine (44 heures sur une période de 12 semaines consécutives) et 60 heures même, par dérogation, en cas de circonstances exceptionnelles (après avoir obtenu l'accord de l'inspection du travail). Le sont-elles, aujourd'hui ? Le débat est lancé.

## **Ils jouent tous le jeu.**

Déclaration du Parti des Travailleurs : (<https://www.youtube.com/watch?v=FifzVtti-x4>)

PT - Macron le 18 février a déclaré je cite : "*la Russie constitue une menace existentielle pour les Européens*", alors ces déclarations ne visent qu'à une seule chose : préparer l'opinion publique à une nouvelle augmentation faramineuse des dépenses militaires, et éventuellement préparer l'opinion publique en France à l'envoi de troupes françaises en Ukraine et à l'est de l'Europe.

J-C - Questions.

Comment peut-on relayer ce genre de déclaration de Macron, sachant que les conditions politiques pour qu'elle se concrétise n'existent pas, et que la Fédération de Russie l'a exclue catégoriquement ? Alors, à quel jeu le PT se livre-t-il, ne participe-t-il pas à sa façon à cette intoxication psychologique (psychose collective) des masses au côté de Macron ?

Avant de relayer la moindre information, la moindre déclaration d'où qu'elle provienne, qu'elle soit politique ou autres, on devrait prendre la précaution d'en cerner minutieusement la nature exacte en tenant compte de son origine, ainsi que des circonstances exactes dans lesquelles elles est intervenues, encore faut-il les connaître et de s'en tenir strictement aux faits, de manière à distinguer dans leur contenu ce qui relève effectivement de la réalité objective, des faits, et ce qui relève de la pure propagande, de l'aspect subjectif ou des intentions de la personne qui s'est exprimée, sous peine de la colporter à son tour, ce qu'a fait ici le PT.

Vous vous demanderez peut-être pourquoi le PT se livre-t-il à cet exercice, question tout à fait pertinente et légitime que ses militants ne se poseront pas ou à laquelle ils ne répondront pas. Je vous laisse y réfléchir, j'ai bien ma petite idée, mais si je vous la donne, je ne suis pas sûr que cela serve à grand-chose. Je pense, qu'au point de départ leur analyse de la situation et des rapports entre les différents protagonistes étaient erronés.

Ces gens-là sont perclus de dogmatisme, ils ont la fâcheuse habitude de fournir des réponses à des questions avant même qu'elles soient formulées. Ils ne réfléchissent pas ou après, comprenez une fois qu'ils se sont piégés eux-mêmes, à ce stade il leur faut justifier les réponses qu'ils avaient sorties de leur pochette surprise, comment, en tordant la réalité pour ne pas avoir à se désavouer, car jamais ils ne reconnaissent leurs erreurs et encore moins ils s'en excuseraient, pensez donc, leur statut de dirigeants marxistes leur interdit de s'abaisser à ce genre de considération réservée aux ignorants.

J'allais ajouter qu'ils n'ont aucune issue politique à proposer aux travailleurs, ce n'est pas faux, car il ne suffit pas de poser des objectifs politiques, si on n'est pas foutu de développer les moyens pour les atteindre on tombe dans la propagande de marchands d'illusions, le révisionnisme en termes politiques, qui aboutit à accompagner la politique du gouvernement ou à s'accommoder du régime en place, ce qu'on vient justement de voir ici.

Notez bien que je ne prétends pas avoir raison, mais je ne prétends pas non plus avoir tort ! Excusez-moi, hier soir pour me détendre j'ai regardé une dizaine de sketches de Raymond Devos et cela déteint ici. Vous voyez, je ne suis pas belliqueux pour autant, j'expose mes idées tranquillement et je me contrefous de ce que pensent les dirigeants du mouvement ouvrier, je le sais, vous le savez aussi bien que moi.



C'était juste pour vous montrer qu'on peut se faire passer pour des opposants à Macron, proclamer qu'il faut rompre avec lui, tout en faisant l'inverse l'air de rien, sournoisement, car si je n'avais pas levé ce biais, il serait passé comme une lettre à la poste, peut-être que vous auriez cru que l'armée française était déjà en train d'embarquer pour l'Ukraine, qui sait, il y en a qui y croient en France, bien plus que ce qu'on croit.

---

### **Tribune Libre. Lutte ouvrière.**

J-C – C'est ce que j'ai lu de moins pire sur le Net provenant du mouvement ouvrier, parmi les documents accessibles gratuitement, parmi ceux qui ne pratiquent pas la censure ou n'en font pas un business (POI et PT). La reproduction de ces articles n'a pas valeur d'adhésion de ma part.

### **Pas un euro de plus pour l'armée ! Pas un homme pour la guerre ! par Nathalie Arthaud 10/03/2025**

Faisant comme si Poutine allait envahir l'Europe, Macron veut mettre l'Union européenne sur le pied de guerre et doubler le budget militaire français en cinq ans. Mais les chars russes et les Cosaques se préparent-ils à entrer dans Berlin ou Paris ? Non ! Cette propagande ne tient pas debout.

Poutine n'en a ni les moyens ni l'objectif. Si Poutine a envahi l'Ukraine, en février 2022, ce n'était pas pour partir à la conquête de l'Europe, mais pour stopper l'avancée de l'Otan qui marchait de plus en plus sur ses plates-bandes en intégrant dans son giron les pays Baltes et nombre d'anciens pays du bloc de l'Est. Au bout de trois ans de guerre et au prix de centaines de milliers de morts, l'armée russe n'a même pas réussi à prendre Kiev !

D'après Macron, il faudrait défendre les valeurs démocratiques et le peuple ukrainien trahis par Trump et son gouvernement. Mais les dirigeants européens sont aussi cyniques que leurs compères américains, même s'ils sont moins puissants.

Qu'est-ce que la France et les autres puissances européennes ont fait en Afrique ou au Moyen-Orient ? Elles ont pillé les ressources naturelles, se sont réparti des zones d'influence en traçant des frontières au milieu des peuples. Elles ont soutenu les dictateurs qui leur étaient utiles, avant de les lâcher du jour au lendemain, comme Saddam Hussein ou Kadhafi.

Aujourd'hui, ils veulent tous participer aux pourparlers de cessez-le-feu en Ukraine, parce qu'ils lorgnent, tous, ses fameuses terres rares, ses vastes terres agricoles et les milliards du marché de la reconstruction.

En jouant sur nos sentiments et nos peurs, Macron cherche à redorer son blason comme chef de guerre et à nous mettre en condition. Parce que oui, lui, il prépare la guerre ! Et son but est de nous embrigader et nous forcer à de nouveaux sacrifices.

Aujourd'hui, il veut nous mobiliser contre Poutine. Mais la guerre commerciale entre l'Amérique de Trump et l'Europe fait rage, aussi. Comment ce bras de fer va-t-il tourner ? Qui sait comment vont finir les visées de Trump sur le Groenland, qui est sous autorité danoise et donc européenne ?



Au milieu de ces bruits de bottes, il faut plus que jamais réfléchir à nos intérêts en tant que travailleurs. Qui sont nos ennemis ? Qui attaque nos conditions d'existence ?

Certains travailleurs dorment dans leur voiture, quand ce n'est pas sous les ponts. Et si beaucoup redoutent de ne plus avoir de toit, ce n'est pas par peur des bombes russes ! C'est parce qu'ils ont du mal à payer le loyer ou le crédit. C'est parce qu'ils ont peur d'être licenciés.

Nous sommes attaqués au quotidien dans ce qui nous est vital : notre emploi, notre salaire, nos conditions de travail, notre droit à la retraite, l'accès à la santé, à l'éducation pour nos enfants. Ces attaques ne viennent pas de l'extérieur. Elles viennent du grand patronat et du gouvernement à son service. Alors non, Macron n'est pas notre protecteur ! Les intérêts des capitalistes français ne sont pas les nôtres, et leur guerre économique n'est pas la nôtre !

Du RN au PCF et à LFI, tous les partis approuvent le passage à l'économie de guerre. La gauche a abandonné toute référence à la lutte de classe et se réclame, comme la droite, du général de Gaulle et de son souverainisme. Comme Macron, ils nous font déjà serrer les rangs derrière les généraux dévoués aux banquiers et aux industriels au nom de la défense de la patrie !

Mais, dans cette patrie, il y a des exploités et des exploités. Il y a des capitalistes milliardaires qui s'obstinent à faire de nous tous des smicards et à détruire le peu de services sociaux qui existent encore. Dans cette patrie, il y a une guerre cachée : la guerre que le grand patronat mène pour ses profits contre le monde du travail et toute la société.

Si nous ne nous défendons pas contre le grand patronat et ses laquais politiques, pire, si nous faisons l'unité nationale derrière eux, nous nous condamnons à être de la chair à exploiter d'abord et de la chair à canon ensuite.

Il n'y a pas d'argent pour les écoles, les hôpitaux publics ou les transports, mais il y aurait des milliards pour les marchands de mort ? Déjà, et avant d'être officiellement en guerre, les marchands d'armes voient leurs profits exploser. Dès l'annonce de Macron, les actions de Thales et Dassault se sont envolées. Et le gouvernement vante la rentabilité de l'investissement dans l'industrie de guerre. Il ne faut pas marcher ! Il faut revendiquer la réquisition de tous les profits des marchands d'armes et le contrôle des travailleurs sur les comptes des entreprises de guerre ! Il faut dénoncer notre propre gouvernement comme principal fauteur de guerre !

---

### **Contre la guerre : préparer la révolution**

**Par son discours, Macron a voulu renforcer la campagne d'embrigadement pour la « défense de la patrie » et la « souveraineté nationale ». Paul Sorel 12/03/2025**

Dans cette optique, il tient à créer l'unité nationale et fait appel à toutes les « *forces politiques et syndicales* ».

Tous les partis de gouvernement, du RN à LFI, se sont mis au garde-à-vous et se sont accordés sur la nécessité de renforcer l'armée. Que la droite et l'extrême droite s'alignent sur ces positions guerrières n'a rien de nouveau. Et c'est aussi sans surprise que les partis de gauche reprennent les discours militaristes et nationalistes.

François Ruffin tient même un discours nationaliste qui se veut plus dur que celui de Macron : « *Il faut retrouver notre souveraineté. Il faut retrouver notre autonomie de défense et notre autonomie tout court.* » Mais de la souveraineté de qui, quand les classes populaires ont la tête sous l'eau et n'ont absolument pas leur mot à dire ?

Pour justifier son ralliement à la défense nationale « *bien française* » des capitalistes, Fabien Roussel, le dirigeant du PCF, a déclaré dernièrement : « *Des entreprises stratégiques françaises [de l'armement donc] sont actuellement menacées. Sauvons-les ! Oui à l'autonomie stratégique au service de la paix et des peuples.* » Que ce soit le PCF, les va-t-en-guerre socialistes, écologistes, Ruffin, nouveau converti au militarisme, ou encore LFI, ils font tous front commun avec Macron, Marine Le Pen et le RN pour vanter l'armement français... au nom de la défense de la paix, en plus!

Quand tous ceux-là parlent de la « *sécurité européenne* », c'est pour demander aux travailleurs de faire confiance à leur État national pour les protéger. Mais qui peut croire que Macron et l'État français, qui laissent les patrons licencier des centaines de milliers de travailleurs, qui ferment des hôpitaux, et qui laissent dehors des milliers de sans-abri, peuvent protéger la population ? En temps de paix, et encore plus en temps de guerre, il y a deux camps irréconciliables : le camp des travailleurs et le camp de la bourgeoisie.

Comment avoir la paix, comment éviter la guerre ? Les réponses ne peuvent pas venir de tous ces serviteurs de la bourgeoisie. À cette question que se posent bien des travailleurs aujourd'hui, en entendant les bruits de bottes, il n'y a pas d'autre réponse que de mener la lutte pour abattre cette société de misère et de crimes qu'est la domination capitaliste.

« *Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage* », disait Jaurès. De cette vérité découle la nécessité de préparer la révolution.

---

## **En famille. Le sionisme était d'extrême droite, compatible avec le nazisme et l'antisémitisme, qui l'aurait cru ?**

### **Antisémitisme : Jordan Bardella et Marion Maréchal invités en Israël à une conférence. Le HuffPost 13 mars 2025**

Louis Aliot, maire de Perpignan et premier vice-président du RN, a confirmé à France inter qu'il serait également du voyage.

Parmi les autres signaux, la présence dans le groupe d'amitié France-Israël à l'Assemblée, de plus d'une trentaine de députés RN, et dont un des sièges de vice-président est occupé par Julien Odoul.

Dans sa lettre d'invitation, le gouvernement israélien précise que « *cette conférence majeure réunira des dirigeants politiques, des organisations internationales, des envoyés spéciaux et des personnalités éminentes du monde entier pour discuter et répondre à la menace mondiale de l'antisémitisme moderne* ».

L'administration de Benjamin Netanyahu prévoit également pour les deux eurodéputés des « *visites spéciales (...) aux frontières sud et nord d'Israël afin de mieux comprendre le paysage géopolitique* ». Le président du RN prendra également la parole.

## Les rouages de la propagande officielle.

### Pollution informationnelle : quand médias et prétendus fact-checkers altèrent la qualité de l'information - France-Soir 14 mars 2025

Extraits.

Le « *fact-checking* » peut être une tentative de générer des profits en présentant des informations biaisées comme vérifiées.

Ces dernières années, des lobbies se sont créés une nouvelle place dans l'écosystème médiatique. Une opportunité a ainsi été créée pour des propagandistes d'offrir des services de diffuser de la propagande et blanchiment d'influence sous couvert d'activité prétendument journalistique. Le lobby « *Conspiracy Watch* » et le lobbyiste Reichstadt sont devenus un symbole emblématique de ce phénomène en France. Les médias traditionnels et lobbies font finalement bloc pour mélanger propagande, trafic d'influence, biais et information.

C'est, en somme, le rôle d'entités, que certains qualifient d'officines, comme Conspiracy Watch : prendre un contenu médiatique produit par un journaliste, le mélanger à sa propre propagande, puis présenter/étiqueter ce mélange frauduleux comme une authentique production journalistique.

La pollution informationnelle au sein des médias traditionnels est aggravée par leurs relations symbiotiques avec les sphères politiques et économiques. En France, les grands groupes médiatiques (TF1, France Télévisions, Le Monde, etc.) appartiennent souvent à des industriels proches du pouvoir (Bouygues, Arnault, Niel) ou dépendent de subventions publiques.

La pollution informationnelle ne se limite pas aux réseaux sociaux ou aux sites déclarés conspirationnistes. Les médias traditionnels, souvent perçus comme des garants de la vérité, y participent également par leur manque de rigueur, leurs biais systémiques et leur dépendance aux narratifs officiels.

Céline Pigalle, ancienne directrice de BFMTV et directrice de l'information à Radio France, a reconnu en 2021, dans une interview au Monde, que les médias pratiquent un « *renvoi d'ascenseur* » envers les autorités : « *Quand on a besoin d'une information exclusive, on sait qu'il faut parfois relayer le narratif officiel sans trop le questionner.* » Ce mécanisme d'obéissance implicite altère l'information en alignant les contenus sur les agendas politiques plutôt que sur la recherche de la vérité.

Wikipédia, souvent faussement considérée comme une source neutre, contribue à la pollution informationnelle par un processus de « *blanchiment* » des fausses informations. Ses articles sont régulièrement révisés par des contributeurs alignés sur des narratifs dominants, intégrant des données tirées de médias traditionnels biaisés ou d'institutions peu transparentes. Par exemple, la page sur les vaccins anti-Covid a longtemps minimisé les effets secondaires rares, comme les myocardites, en se fondant sur des communiqués officiels plutôt que sur des études primaires divergentes.

Sur le plan théorique, le mensonge dans les décisions publiques génère des biais informationnels qui faussent la perception collective et soumettent les populations.

Concrètement, cela se manifeste par des narratifs simplistes ou falsifiés, justifiant des politiques oppressives qui instrumentalisent la science comme outil de coercition.

Les mensonges politiques sont d'autant plus néfastes que leurs auteurs s'affranchissent des règles qu'ils imposent.

J-C - Avertissement.

Dans ce genre d'article, il y a souvent pour ne pas dire toujours des passages insupportables, donc on ne peut pas les reproduire intégralement, en voici un exemple. C'est finalement aux lecteurs de faire la part des choses, d'apprendre à faire la part des choses.

L'auteur de cet article, Xavier Azalbert, le directeur de France-Soir, a cru bon de défendre Trump et les accords d'Abraham au Moyen-Orient qui seraient "*ses réussites*", les Palestiniens et tous les peuples du Moyen-Orient apprécieront.

---

### **L'IA ou la lobotomisation programmée. Les petits chinois seront bientôt programmés comme des robots dès l'école primaire.**

**Chine : Pékin lance des cours sur l'intelligence artificielle dès... l'école primaire - 20 Minutes/AFP 13 mars 2025**

Les écoles de la capitale programmeront au moins huit heures de cours sur l'IA par année scolaire à partir du mois de septembre, a indiqué Chine Nouvelle. Les écoles peuvent les organiser comme des cours indépendants ou les intégrer à des matières telles que les technologies de l'information ou les sciences.

« *Des méthodes d'enseignement innovantes seront introduites, utilisant des compagnons IA, des assistants de recherche IA et d'autres agents intelligents pour faciliter l'apprentissage par dialogue humain-machine* », selon un communiqué de la Commission municipale de l'éducation de Pékin.

J-C – Je n'utilise pas ce truc-là, je n'en ai pas besoin. Les moteurs de recherche qui fournissent des données fonctionnent davantage comme un dictionnaire ou une encyclopédie.

---

### **Russie.**

**Poutine sur un éventuel cessez-le-feu en Ukraine : «Nous y sommes favorables, mais avec des réserves» - RT 13 mars 2025,**

«*Nous y sommes favorables, mais avec des réserves. Quelles réserves ? Tout d'abord, qu'allons-nous faire avec la zone d'incursion ukrainienne dans la région de Koursk ? Si nous instaurons un cessez-le-feu de 30 jours, qu'est-ce que cela veut dire ? Que tous ceux qui s'y trouvent partiront sans avoir à se battre ? Sommes-nous censés les laisser partir après qu'ils ont commis toute une série de crimes contre la population civile ? Ou bien les dirigeants ukrainiens leur donneront-ils l'ordre de déposer leurs armes, de se rendre en tant que prisonniers de guerre ? Comment cela se passera-t-il ? Ce n'est pas clair*», a-t-il indiqué.

Le président russe a également soulevé plusieurs interrogations concernant les intentions réelles de Kiev en cas de trêve. Vladimir Poutine s'interroge ainsi sur l'utilisation d'une période de cessez-le-feu par les autorités ukrainiennes : *«Ces 30 jours seront utilisés pour faire quoi ? Pour permettre la poursuite de la mobilisation forcée ? Pour permettre l'acheminement d'armes là-bas ? Pour permettre la formation des unités nouvellement mobilisées ?»* Il s'est aussi demandé : *«Qui donnera les ordres de cesser le feu [en cas de trêve entre la Russie et l'Ukraine] ? Quelle valeur auront ces ordres ?»*

Malgré ces réserves, le chef d'État russe s'est toutefois montré favorable à la proposition de trêve, soulignant que celle-ci devrait nécessairement aboutir à une paix durable et résoudre les causes profondes de la crise actuelle.

Concernant l'incursion ukrainienne dans la région de Koursk, Vladimir Poutine a précisé que les forces ukrainiennes présentes étaient désormais complètement isolées : *«Le groupement qui a pénétré sur notre territoire est isolé. Il s'agit d'un isolement complet et entièrement sous le contrôle de l'artillerie. [...] Si dans les prochains jours ils se retrouvent physiquement bloqués, absolument personne ne pourra ressortir. Ils n'auront que deux possibilités : se rendre ou mourir. Dans ces conditions, il me semble que la partie ukrainienne aurait tout intérêt à parvenir à un cessez-le-feu d'au moins 30 jours, et nous y sommes favorables»*. Le président a souligné que l'armée russe poursuivait actuellement son offensive sur tout le front et pas que dans la région de Koursk.

### **En complément.**

#### **Youri Ouchakov, conseiller de Poutine pour la politique étrangère, a déclaré à Skabeeva :**

- « Commentaire de Youri Ouchakov, assistant du président russe : Cessez-le-feu avec la prétendue Ukraine : La Russie ne souhaite pas un cessez-le-feu temporaire, mais une résolution à long terme du conflit ; Ouchakov a qualifié l'idée d'un cessez-le-feu temporaire dans le contexte de l'offensive des forces armées russes d'action précipitée et préjudiciable à la paix à long terme ; Ouchakov considère la proposition d'un cessez-le-feu temporaire de 30 jours en Ukraine comme une ruse et une tentative d'accorder un répit à l'armée ukrainienne ; L'attitude finale de la Russie à l'égard de l'idée d'un cessez-le-feu temporaire sera formulée par Vladimir Poutine ; Relations Russie-États-Unis : Un *«échange d'opinions normal et serein»* existe entre la Russie et les États-Unis ; Les Américains comprennent que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN ne peut être discutée dans le cadre d'un règlement pacifique ; Les États-Unis ont désigné un médiateur pour les négociations avec la Russie ; il ne s'agit pas de Steve Witkoff ; Witkoff s'est rendu en Russie pour discuter non seulement de la question ukrainienne, mais aussi des relations bilatérales entre la Russie et les États-Unis».

Il affirme sans détour que la proposition actuelle de cessez-le-feu n'est rien d'autre qu'un répit pour permettre à l'Ukraine de se renforcer, ce que Poutine a sous-entendu, même s'il tourne autour du pot.

L'ambassadeur de Russie au Royaume-Uni, Andreï Kélin, a réaffirmé ce point :

Kélin : *«Nous examinerons la proposition américaine de cessez-le-feu. Nous ne cesserons les actions militaires que lorsque nous aurons conclu un accord complet et global. La Russie a déclaré à plusieurs reprises qu'un cessez-le-feu temporaire n'est pas une option pour résoudre la situation»*.

Plusieurs autres personnalités, dont Lavrov, ont également réitéré ce point. Notez également que le titre du WSJ ci-dessus reconnaît l'inanité d'un cessez-le-feu négocié sans aucun argument, la Russie ayant toutes les cartes en main et aucune motivation. Rappelons le raisonnement puéril de Rubio : la Russie devrait simplement rendre service aux États-Unis et faire un «*geste de bonne volonté*».

En fin de compte, le rejet de Poutine a été bien résumé par un analyste :

Comment la Russie a-t-elle réagi à l'initiative américaine d'un cessez-le-feu de 30 jours ? Poutine a poliment remercié Trump pour son attention au problème et a répondu en détail à cette question : «*La balle est-elle dans le camp de la Russie ?*» En bref, «*l'idée est bonne, mais irréalisable*». En quelques minutes seulement, Poutine, après avoir soutenu la proposition, a posé tellement de questions pratiques que les auteurs de l'initiative devront y répondre pendant un très long moment. Et la première tentative sera faite aujourd'hui par l'émissaire de Trump, Witkoff, qui s'est rendu à Moscou et qui était censé répondre à ces questions. Avant de lancer la balle à la Russie, il faut la motiver. Résumé : il n'y aura pas de trêve dans un avenir proche.

D'ailleurs, Yermak a également annoncé que l'Ukraine «*n'accepterait jamais un conflit gelé*» :

- Alors, de quoi parlons-nous ? Dans ce contexte, quel peut être l'objectif d'un cessez-le-feu de 30 jours, si ce n'est de permettre à l'Ukraine de souffler un peu, de reconstituer ses réserves et de réaliser des avancées décisives sur le front ? Réseau International 15 mars 2025

---

### **"Un conflit armé direct" : la Russie met en garde contre l'envoi de soldats de la paix européens en Ukraine – Orange 13 mars 2025**

Dans une conférence de presse, jeudi 13 mars, la porte-parole de la diplomatie russe a mis en garde contre l'envoi de soldats européens en Ukraine : "*Il est absolument inacceptable pour nous que soient déployées des unités des forces armées d'autres États en Ukraine (...) tout cela signifierait l'implication de ces pays dans un conflit armé direct avec notre pays*", a fait savoir Le Monde.

En réponse, Moscou répondra "*par tous les moyens disponibles*", a par ailleurs affirmé Maria Zakharova. Si le Kremlin s'est déjà opposé à plusieurs reprises à toute forme de présence de pays alliés à l'Ukraine, membres de l'Otan ou de l'Union européenne, comme garantie de maintien de la paix, c'est la première fois qu'il indique que cela serait une agression militaire pour lui.

---

### **Russie: l'inflation à 10,1% sur un an en février, au plus haut depuis deux ans - AFP 12 mars 2025**

L'inflation en Russie, poussée par l'explosion des dépenses militaires pour soutenir le conflit en Ukraine, a dépassé en février le seuil des 10% en glissement annuel, atteignant son niveau le plus haut depuis deux ans, a annoncé mercredi l'agence nationale de statistiques Rosstat.

L'inflation a atteint précisément 10,06% sur un an, contre 9,9% en janvier, selon les chiffres publiés par Rosstat.

L'inflation en Russie est notamment alimentée par l'envolée des dépenses de défense pour poursuivre l'assaut en Ukraine, les effets des sanctions occidentales, et des salaires en hausse, conséquence des pénuries de main d'œuvre sur le marché du travail.

En décembre, Vladimir Poutine avait décrit la hausse des prix comme « un signal préoccupant », un rare aveu de la part du maître du Kremlin qui vante pourtant régulièrement la résistance de l'économie nationale face aux lourdes sanctions occidentales.

Pour tenter de contenir et faire baisser l'inflation, la Banque centrale de Russie (BCR) mène de son côté une bataille féroce depuis de longs mois.

Elle avait relevé fin octobre 2024 son taux directeur à 21%, un niveau jamais vu depuis 2003, sans pour autant réussir depuis à infléchir la courbe de la hausse des prix.

Cette politique monétaire a, en parallèle, entraîné la colère de nombreux entrepreneurs qui peinent à emprunter, les taux bancaires pouvant atteindre 30% !

Mi-février, la BCR avait relevé ses prévisions d'inflation pour l'année 2025, attendue désormais entre 7 et 8%, soit bien plus que les projections antérieures qui étaient une hausse de 4,5 à 5%.

J-C - Les taux bancaires sont élevés pour dissuader d'emprunter, donc de créer de la monnaie pour tenter de contenir l'inflation, ce qui a une répercussion sur le développement économique...

---

## **France.**

### **La France et le Royaume-Uni se disent prêts à frapper la Russie en cas de violation d'un éventuel cessez-le-feu - RT 13 mars 2025**

Sous l'impulsion du président Emmanuel Macron, les chefs militaires de 34 pays se sont réunis à Paris ce 12 mars pour discuter des prochaines étapes du conflit en Ukraine. Selon AP, Paris et Londres cherchent à renforcer leur implication militaire, avec un plan qui pourrait aller jusqu'à des frappes directes sur des cibles russes si Moscou décidait de lancer une offensive après une trêve éventuelle.

Un responsable occidental basé à Kiev, cité par AP, a confirmé que l'idée de frappes directes faisait partie des discussions. Il s'agirait de réagir militairement à toute violation d'un cessez-le-feu par la Russie, ce qui signifierait une escalade directe entre les puissances occidentales et Moscou.

Outre cette possibilité d'attaque, la France et le Royaume-Uni envisagent la mise en place d'un contingent militaire en Ukraine sous prétexte de «*protéger les infrastructures stratégiques*». Ces troupes ne seraient pas directement sur la ligne de front mais stationnées près de sites sensibles, comme les centrales nucléaires. Ce contingent serait soutenu par des forces aériennes et navales occidentales, et le territoire ukrainien serait surveillé par des drones et d'autres technologies avancées.

Un autre volet du plan concerne l'établissement de bases logistiques en Europe pour stocker des armes lourdes et du matériel militaire pouvant être déployés en urgence en Ukraine. Cette stratégie vise à maintenir une présence militaire occidentale permanente, même en cas de cessez-le-feu.



Malgré l'avancement des discussions, aucun plan définitif n'a été adopté, et plusieurs questions restent ouvertes. Selon AP, il n'est toujours pas clair qui commanderait cette force et sous quel cadre légal elle opérerait. Les États-Unis n'ont pas été conviés à cette réunion, signe que Paris et Londres veulent affirmer leur autonomie militaire tout en poursuivant l'affrontement avec Moscou.

À Moscou, les autorités n'ont pas encore réagi officiellement. Cependant, le Kremlin a déjà mis en garde à plusieurs reprises contre toute tentative d'ingérence militaire directe en Ukraine. La Russie a déclaré qu'elle considérerait l'arrivée de troupes étrangères sur le sol ukrainien comme une menace, pouvant entraîner des représailles militaires immédiates.

Avec ces nouvelles discussions, la France et le Royaume-Uni confirment leur volonté d'envenimer la situation au lieu de chercher une véritable solution diplomatique. Alors que la Russie a déjà souligné l'inutilité de ces manœuvres occidentales, Paris et Londres semblent déterminés à poursuivre la confrontation, augmentant ainsi le risque d'une extension du conflit bien au-delà des frontières de l'Ukraine.

---

### **Des voyous gouvernent la France.**

#### **Ukraine : l'Assemblée nationale adopte une résolution de soutien visant à saisir les avoirs russes - France 24 13 mars 2025**

L'Assemblée nationale a adopté mercredi soir une résolution visant à saisir les avoirs russes gelés dans le cadre d'un texte de soutien à l'Ukraine. Un dispositif auquel s'oppose le gouvernement, qui évoque un "*précédent économique*" inquiétant pour les investisseurs étrangers.

Le texte a été adopté avec 288 voix pour et 54 contre, avec le soutien notamment des députés macronistes, socialistes, écologistes, et des partis de droite Les Républicains et Horizons. La France insoumise (LFI) et des députés communistes ont voté contre. Le Rassemblement national (RN) s'est lui abstenu. France 24/AFP 13 mars 2025

---

#### **Le ministre français de la Défense insiste sur le réarmement de l'Ukraine malgré les appels à un cessez-le-feu - RT 13 mars 2025**

Lors de la réunion du format E5 à Paris le 12 mars, réunissant les ministres de la Défense de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Italie et de la Pologne, Sébastien Lecornu a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités de l'armée ukrainienne. Il a déclaré : «*La première des garanties de sécurité pour l'Ukraine, c'est l'armée ukrainienne elle-même*», réaffirmant ainsi le refus catégorique de toute démilitarisation du pays.

Un consensus large s'est dessiné parmi les pays européens présents, tous s'accordant sur la nécessité de garantir une sécurité durable à l'Ukraine en renforçant ses capacités militaires. Selon RFI, Guido Crosetto, ministre italien de la Défense, a soutenu cette vision en déclarant «*qu'une Ukraine démilitarisée n'existe pas*».

Alors que les États-Unis et Kiev ont convenu d'une trêve de 30 jours, les pays européens, eux, maintiennent une posture agressive. Sébastien Lecornu a affirmé que «*la vraie négociation va débiter prochainement*», tout en insistant sur la nécessité d'armer davantage l'Ukraine.

Le ministre polonais Wladyslaw Kosiniak-Kamysz a déclaré que l'objectif était de «*tenir la Russie à distance*», une position qui confirme l'absence de volonté réelle d'apaisement. Lecornu a aussi évoqué la nécessité de «*repenser une partie de l'architecture de défense sol/air du territoire européen*», une déclaration qui s'inscrit dans une logique d'escalade et de renforcement du complexe militaro-industriel européen. Les dirigeants européens poursuivent leurs livraisons d'armes, refusant toute concession sur la démilitarisation du pays.

Malgré la possibilité d'un cessez-le-feu, l'Europe semble donc privilégier la confrontation plutôt que la recherche d'un compromis. Alors que les négociations sont en cours, Paris et ses alliés maintiennent une ligne dure, refusant toute désescalade et cherchant à imposer une militarisation croissante de l'Ukraine.

---

### **Quand la France devient un camp de concentration**

#### **Migrants: Retailleau veut allonger la durée maximale de rétention administrative à 18 mois - AFP 12 mars 2025**

Le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a souhaité mercredi prolonger jusqu'à 18 mois, contre trois mois actuellement, la durée maximale dans les centres de rétention administrative des migrants en situation irrégulière.

Fixée à 10 jours en 1993, la durée en centre de rétention administrative (CRA) a été portée de "manière exceptionnelle" à 90 jours avec la loi Collomb de 2018, et à 210 jours, soit sept mois environ, en matière terroriste.

"*Aujourd'hui, la durée de rétention maximale en France, elle est de trois mois. En Allemagne, elle est pratiquement d'un an et demi*", a souligné Bruno Retailleau sur RTL.

Une autre proposition de loi sur l'immigration soutenue par M. Retailleau vise à conditionner l'octroi de prestations sociales aux étrangers à une durée de résidence en France d'au moins deux ans. Ce texte a lui aussi été adopté en commission mercredi. AFP 12 mars 2025

---

### **Quand l'esclavage salarial maquillé en bénévolat devient philanthropique ou humaniste.**

J-C - C'est le SAV de l'Education national, la post-formation à l'esclavage via des ONG, le bouche-trou des services publics vandalisés par tous les gouvernements successifs depuis 40 ans, une main d'œuvre malléable et bon marché, et puis une manière de diversifier la division du travail pour freiner la chute du taux de profit, la hantise ou la menace mortelle du capitalisme.

#### **Quinze ans après sa création, le service civique continue de faire des adeptes. - AFP 12 mars 2025**

En 2022, faute d'admission post-bac, Sunny Rebai se retrouve à enchaîner les petits boulots jusqu'au jour où il a une "*prise de conscience*".

Ouvert aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, il leur permet de s'impliquer, pour une durée de six mois à un an, dans une mission d'intérêt général au sein d'une ONG, d'une collectivité locale ou encore d'un

établissement public, dans des domaines variés (éducation, santé, culture, environnement etc). L'indemnité est de 620 euros par mois.

Ouvert aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, le service civique leur permet de s'impliquer, pour une durée de six mois à un an, dans une mission d'intérêt général au sein d'une ONG, d'une collectivité locale ou encore d'un établissement public, dans des domaines variés (éducation, santé, culture, environnement etc). L'indemnité est de 620 euros par mois.

Etudiants, demandeurs d'emplois, aussi bien ruraux que citadins : parmi les 100.000 volontaires qui s'engagent chaque année en moyenne, les "*profils sont variés*", relève Nadia Bellaoui, présidente de l'agence du Service civique.

---

## Algérie.

### **Menaces contre son ambassade : Alger poursuit en justice Louis Sarkozy, fils de l'ex-président français 13 mars 2025**

Louis Sarkozy avait tenu, le 13 février dernier, dans une déclaration au journal français Le Monde, des propos qualifiés «*de grave dérapage*» par Alger. «*Si j'étais aux manettes et que l'Algérie arrêta l'écrivain Boualem Sansal, je brûlerais l'ambassade, je stopperais tous les visas, j'augmenterais de 150% les tarifs douaniers*», avait-il menacé.

En réaction, Alger a décidé de poursuivre Louis Sarkozy en justice. «*L'État algérien, par l'entremise de son ambassade en France, a officiellement déposé plainte auprès de la juridiction française compétente à l'encontre de Louis Sarkozy, à la suite de ses propos graves et ses menaces de brûler cette mission diplomatique*», a rapporté le site algérien d'information TSA, citant une source anonyme.

Une autre plainte a été déposée contre Louis Sarkozy par l'Union algérienne, une organisation située à Lyon, dans le sud-est de la France, a annoncé l'avocat Nabil Boudi sur la plateforme X.

J-C – Nazillon de père en fils...

---

## Palestine occupée.

### **Israël accusé par des enquêteurs de l'ONU d'actes génocidaires à Gaza - RFI 13 mars 2025**

Israël est accusé d'actes de génocide à Gaza par une commission d'enquête de l'ONU. Elle pointe en particulier les attaques systématiques des forces israéliennes contre les maternités, détruisant de facto la capacité des Palestiniens à faire des enfants.

Les attaques « *systématiques* » d'Israël contre la santé sexuelle et reproductive à Gaza sont des « *actes génocidaires* », a affirmé jeudi 13 mars une commission d'enquête des Nations unies. « *La commission a constaté que les autorités israéliennes ont en partie détruit la capacité des Palestiniens à Gaza – en tant que groupe – à faire des enfants, à travers la destruction systématique des soins de santé sexuelle et reproductive* », a-t-elle indiqué dans un communiqué.

La commission estime qu'au moins deux d'entre eux concernent Gaza. D'abord, les « *mesures visant à entraver les naissances* », avec la destruction de maternités et de cliniques de santé reproductive, comme Al Basma, bombardée en décembre 2023. Puis, la « *soumission intentionnelle* » d'un groupe à des conditions d'existence « *devant entraîner sa destruction physique* », avec l'utilisation de la faim comme arme de guerre. La commission d'enquête note qu'un bébé, né à Gaza aujourd'hui, a plus de chances de mourir en étant enfant, que n'importe quel autre endroit dans le monde.

Des actes génocidaires

« *La clinique Al Basma était le plus grand centre de fécondation in vitro de Gaza. Tout le monde savait où elle se trouvait. Les autorités israéliennes le savaient aussi. D'après ce qu'on sait sur l'attaque qui l'a détruite, et quand on sait aussi comment la guerre a été menée jusqu'ici, on peut raisonnablement dire qu'il s'agit d'une frappe intentionnelle sur un bâtiment de santé reproductive* », explique Chris Sidoti, l'un des enquêteurs.

Une autre accusation, tout aussi grave, est formulée par les experts de l'ONU : l'usage systématique de la violence sexuelle contre les Palestiniens. Des victimes ont témoigné cette semaine en personne ou par visioconférence, expliquant avoir subi des tortures aux mains des forces israéliennes et des colons.

« *Il a pris un bâton et il a commencé à me frapper sur la tête, le corps, les pieds... Et puis il s'est mis à me sauter sur le dos à pied-joint, pour me paralyser. Il a alors essayé de m'introduire le bâton, avec lequel il me frappait, dans l'anus. Dieu merci, je me suis débattu et j'ai réussi à le faire tomber. Mais il est devenu fou de rage et il s'est mis à me tabasser encore plus, jusqu'à ce que le bâton se casse.* »

Le Premier ministre israélien a réagi, réfutant des « affirmations fausses et absurdes » et accusant la commission des droits de l'homme, qui a mandaté les enquêteurs, d'être une entité « antisémite, corrompue, de soutien du terrorisme et hors de propos ».

J-C - Cela rappelle les tortures pratiquées par l'armée française lors de la guerre de colonisation de l'Algérie.

---

## Guerre en Ukraine.

### **Le secrétaire général de l'OTAN confirme que l'adhésion de l'Ukraine à l'Alliance ne fait plus l'objet des discussions en cours - RT 14 mars 2025**

Mark Rutte, le secrétaire général de l'OTAN, a confirmé que l'Alliance n'envisageait plus la possibilité d'une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Il a également annoncé la non-participation de l'OTAN à la mise en place d'un cessez-le-feu en Ukraine. En outre, Mark Rutte a qualifié de « normal » un rapprochement avec la Russie après la fin du conflit.

---

### **Marco Rubio : Les États-Unis misent sur le dialogue et écartent de nouvelles sanctions contre la Russie - RT 14 mars 2025**

Ce 14 mars, Marco Rubio, secrétaire d'État américain, a tenu une conférence de presse au Canada, où il a abordé la question du règlement du conflit en Ukraine.

Les États-Unis excluent pour l'instant de nouvelles sanctions contre la Russie. RT 14 mars 2025

### **En complément.**

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé sur X ce 14 mars 2025 une nouvelle vague de sanctions contre la Russie. Ces mesures concernent près de 2 400 personnes et entités russes, avec des interdictions de voyage, un gel des avoirs et des restrictions financières. L'objectif affiché est d'intensifier la pression sur Moscou, et cela malgré l'inefficacité des précédentes sanctions.

Le Premier ministre britannique Keir Starmer a lui aussi adopté une posture offensive. Il a déclaré que «*la Russie menace notre ciel, nos eaux, nos rues et notre sécurité nationale*». RT 14 mars 2025

J-C - Starmer a oublié ses égouts et ses chiottes !

---

### **Guerre en Ukraine : le G7 affirme son "soutien indéfectible" à "l'intégrité territoriale" de l'Ukraine - francetvinfo.fr 14 mars 2025**

Une déclaration claire. Le G7 a affirmé son "soutien indéfectible" à "l'intégrité territoriale" de l'Ukraine et menacé la Russie de nouvelles sanctions si elle ne soutient pas la trêve, dans une déclaration finale publiée vendredi 14 mars après trois jours de discussion entre les chefs de diplomatie.

Le groupe de pays, qui inclut les États-Unis, le Canada, la France, le Japon, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne, a également demandé des "*dispositifs de sécurité solides*" pour l'Ukraine afin d'éviter toute nouvelle "*agression*".

---

### **La Russie attend des garanties avant de se prononcer sur le cessez-le-feu en Ukraine, selon l'ambassadeur russe en France 12 mars 2025,**

Interrogé sur BFMTV ce 12 mars après l'annonce d'un cessez-le-feu temporaire de 30 jours approuvé par l'Ukraine et les États-Unis, l'ambassadeur de Russie en France, Alexeï Mechkov, a adopté une position prudente. Selon lui, «*la Russie n'a pas encore été informée sur les bilans des négociations*» et ne peut donc pas encore donner d'évaluation. «*Le diable est dans les détails*», a-t-il insisté, soulignant l'importance d'obtenir des précisions avant toute prise de position officielle du Kremlin.

Le diplomate a toutefois rappelé que Moscou a toujours favorisé une solution politique et diplomatique au conflit. «*La Russie est très intéressée à trouver un accord réel pour qu'il puisse donner la sécurité à notre pays*», a-t-il affirmé. Mais il a aussi rappelé les précédents engagements non respectés par Kiev : «*Les accords de Minsk étaient censés garantir la stabilité dans la région, mais ils ont été violés par l'Ukraine, avec la complicité de l'Occident.*» Pour Moscou, il n'est donc pas question de répéter les erreurs du passé et de s'engager dans un processus qui ne garantirait pas pleinement sa sécurité.

L'ambassadeur a également réaffirmé les conditions essentielles de la Russie pour tout règlement durable du conflit. «*Notre position est bien connue*», a-t-il indiqué, rappelant que Vladimir Poutine a toujours maintenu l'ouverture de Moscou aux négociations. Toutefois, il a souligné un blocage majeur : «*Volodymyr Zelensky a émis un décret interdisant toute négociation avec la Russie. Ce décret doit être aboli.*»

En outre, Mechkov a soulevé la question de la légitimité des dirigeants actuels de Kiev. «*Le mandat de Zelensky a expiré il y a un an. Conformément à la Constitution ukrainienne, le chef légitime du pays est désormais le président du Parlement ukrainien*», a-t-il déclaré. La Russie considère donc que les autorités actuelles de Kiev n'ont pas la légitimité nécessaire pour conclure un accord qui engagerait l'avenir du pays.

Abordant la question du possible déploiement de troupes européennes en Ukraine sous couvert d'une mission de maintien de la paix, Mechkov a été catégorique : Moscou ne l'acceptera jamais. «*Les troupes de maintien de la paix doivent être neutres et acceptées par les deux parties au conflit. Mais la France et le Royaume-Uni mènent une guerre par procuration contre la Russie*», a-t-il dénoncé.

L'ambassadeur a averti que toute tentative d'installer des forces occidentales en Ukraine serait perçue comme une provocation et une escalade directe du conflit. Moscou a déjà mis en garde contre l'ingérence de l'OTAN et considère que la présence de troupes européennes ne ferait qu'aggraver la situation au lieu de la résoudre.

Si Mechkov a réaffirmé la volonté de la Russie de parvenir à une solution négociée, il a aussi rappelé que Moscou n'acceptera aucun compromis qui mettrait en péril sa sécurité ou ignorerait ses exigences légitimes. Dans ce contexte, toute avancée diplomatique dépendra de la capacité des Occidentaux à respecter enfin leurs engagements et à cesser leur politique de confrontation.

---

### **La CEDH reconnaît l'Ukraine coupable de ne pas avoir pris de mesures pour prévenir les violences à Odessa en 2014 13 mars 2025,**

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé les autorités ukrainiennes coupables de ne pas avoir pris de mesures pour prévenir la violence et sauver des vies lors des événements survenus à Odessa, la ville située sur la côte de la mer Noire, dans le sud de l'Ukraine, le 2 mai 2014, lorsque plus de 40 personnes sont décédées dans la Maison des syndicats, incendiée par des radicaux ukrainiens, a rapporté le site de la Cour le 13 mars.

Selon le communiqué, les autorités «*avaient manqué à faire tout ce qui pouvait être raisonnablement attendu d'elles pour empêcher les violences, [...] pour adopter des mesures de secours dans les meilleurs délais à l'égard des personnes prises au piège dans l'incendie et pour ouvrir et mener une enquête effective sur les événements*».

J-C - Trop tard ou il n'y a pas lieu de reconnaître une quelconque légitimité à cette institution de l'UE qui soutient et arme le régime nazi de Kiev.

## **Guerre en Ukraine : l'activiste nationaliste Demyan Hanul abattu au centre d'Odessa - Le Figaro 14 mars 2025**

Né en 1993, Demyan Hanul, figure nationaliste controversée en Ukraine, a été abattu en plein cœur d'Odessa sur la côte de la mer Noire, a annoncé la police ukrainienne ce vendredi 14 mars dans la presse ukrainienne citée par le quotidien Pravda.

Âgé de 31 ans, Demyan Hanul était surtout connu pour son rôle durant la révolution du Maïdan. Chef du mouvement ultranationaliste «Secteur droit» à Odessa de 2014 à 2016, il a pris part activement aux affrontements avec les militants prorusses le 2 mai 2014. Parmi eux, 42 avaient été tués dans l'incendie de la Maison des syndicats, qui avait été visée par des cocktails Molotov. Il a ensuite créé sa propre organisation nationaliste «*Street Front*» et a participé à des opérations contre des monuments datant de l'Empire russe ou de l'URSS à Odessa, par exemple dédiés à l'impératrice Catherine II, au poète Pouchkine ou aux soldats soviétiques durant la Seconde guerre mondiale.

*«Il a perturbé des concerts d'artistes russes, a persécuté les habitants de la ville qui s'exprimaient en faveur de la langue russe et plus récemment a activement lutté contre ceux qui critiquaient la mobilisation»*, ajoute le média ukrainien Strana, disponible dans les deux langues. Dans ce cadre, il s'en est notamment pris à un entraîneur de fitness d'Odessa qui a déclaré avoir été passé à tabac et violé par des soldats, puis mobilisé de force.

### **Commentaires de lecteurs du Figaro.**

- « *il a pris part activement aux affrontements avec les militants prorusses le 2 mai 2014. Parmi eux, 42 avaient été tués* » Quelle réécriture de l'Histoire ! Il n'y a eu aucun affrontement, juste un massacre prémédité de gens totalement pacifiques.

-....a persécuté les habitants de la ville qui s'exprimaient en faveur de la langue russe...  
Inacceptable. Imaginons les catalans persécutant les hispanophones ?  
Et après on se plaint de l'intervention de la protection Russe !

- Excellente nouvelle. En revanche, je n'en crois pas mes yeux : je lis ceci dans un prestigieux journal occidental comme Figaro. Est-il permis de préciser quelques détails sur cette figure-incarnation de la sacro-sainte Ukraine ? Lors de cet incendie du bâtiment de la Maison des syndicats, timidement évoquée plus haut, les ukrainiens ont incendié le bâtiment, puis assassiné les personnes qui en sortaient des flammes, hommes et femmes confondus, mais oui, des Russes...

---

## **Etats-Unis.**

### **Les Etats-Unis déclarent l'ambassadeur d'Afrique du Sud "persona non grata" - AFP 15 mars 2025**

Ebrahim Rasool "*nourrit les tensions raciales, hait les Etats-Unis et hait le président*" Donald Trump, a écrit Marco Rubio sur X, ajoutant que le diplomate sud-africain n'était "plus le bienvenu" à Washington et était dorénavant considéré comme "*persona non grata*".

La présidence sud-africaine "*a pris acte de l'expulsion regrettable de l'ambassadeur d'Afrique du Sud aux États-Unis d'Amérique, M. Ebrahim Rasool*", a-t-elle réagi dans un communiqué.



Elle s'est cependant dite "*déterminée à construire une relation mutuellement bénéfique*" avec Washington.

---

### **Ne Trump que qui veut y croire...**

#### **Droits de douane : Donald Trump promet de "*répliquer*" aux taxes de l'Union européenne - 6Medias/Orange 12 mars 2025**

J-C - Comme en principe les droits de douane dits "*réiproques*" doivent entrer en vigueur le 2 avril, d'ici là...

---

#### **Etats-Unis : 200% de taxe sur le vin européen ! Donald Trump menace à nouveau l'Union Européenne - Orange/Medias 13 mars 2025**

La guerre commerciale continue. Sur son réseau Truth Social, Donald Trump a menacé la France et l'Union européenne, jeudi 13 mars, d'imposer des droits de douane à 200 % sur les vins, les champagnes et les autres alcools. Une décision que l'ancien président américain justifie par l'annonce des 27 de rehausser les tarifs douaniers à hauteur de 50 % sur le whisky américain. "Si ces droits de douane ne sont pas retirés immédiatement, les États-Unis vont rapidement imposer des droits de douane de 200 % sur tous les vins, champagnes et produits alcoolisés venant de France et d'autres pays de l'UE", a écrit le locataire de la Maison-Blanche.

Un effet boule de neige qui a commencé avec l'annonce des États-Unis de taxer à 25 % les droits de douane sur l'acier et l'aluminium en provenance de l'Union européenne (UE), entrée en vigueur le 12 mars. La Commission européenne a d'ailleurs rapporté qu'elle allait taxer une série de produits américains allant des bateaux au bourbon en passant par les motos, à partir du 1er avril, selon Le Monde. L'Union européenne (UE) "regrette profondément" les droits de douane décidés par M. Trump, avait déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, en estimant que la réplique européenne était "*forte mais proportionnée*".

---

#### **États-Unis: une conseillère de Trump veut annuler des contrats avec trois agences de presse mondiales - BFMTV 14 mars 2025**

Une conseillère du président américain Donald Trump a annoncé jeudi 13 mars que les États-Unis allaient annuler des contrats publics passés avec les trois principales agences de presse mondiales.

Kari Lake, ancienne journaliste devenue femme politique et proche de Donald Trump, a affirmé sur X que les États-Unis ne devraient "*plus payer des entreprises de presse extérieures pour nous dire quelles sont les informations*". Elle pointe en particulier l'Agence France-Presse (AFP), Associated Press et Reuters.

"*Je suis intervenue aujourd'hui pour annuler les contrats onéreux et non nécessaires de l'US Agency for Global Media avec des agences de presse, dont des contrats de dizaines de millions de dollars avec Associated Press, Reuters et l'Agence France-Presse*", a écrit Kari Lake. "*Nous devons*

*produire l'information par nous-mêmes. Et si ce n'est pas possible, le contribuable américain est en droit de savoir pourquoi", a-t-elle ajouté.*

---

## **Donald Trump affirme que l'annexion du Groenland par les États-Unis est «inévitable» - RT 13 mars 2025**

Lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche en présence du secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, Donald Trump a réaffirmé son intention de voir le Groenland rejoindre les États-Unis. Il a souligné que cette annexion était nécessaire pour la sécurité internationale et a refusé d'écarter l'option militaire pour parvenir à cet objectif.

Le 13 mars, Donald Trump a une nouvelle fois réaffirmé son intention d'annexer le Groenland. Lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche en présence du secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, il a déclaré sans détour : «*Je pense que cela arrivera*», avant d'ajouter que l'intégration du Groenland aux États-Unis était une nécessité pour la sécurité nationale.

Trump a insisté sur la position stratégique de cette île arctique, qui abrite déjà une base militaire américaine essentielle au dispositif de défense de Washington. Il a souligné que cette question était une priorité pour son administration et qu'aucune option ne devait être écartée. Lorsqu'un journaliste lui a demandé s'il excluait une intervention militaire, il a refusé de répondre, laissant entendre que toutes les possibilités restaient sur la table. Mark Rutte, présent à ses côtés, a pris soin de ne pas s'impliquer directement, affirmant que l'OTAN n'avait pas vocation à se positionner sur cette question.

Dans son édition du jour, *The Wall Street Journal* rappelle que l'expansion territoriale fait partie de la vision politique de Trump. Le journal cite des sources internes à la Maison Blanche selon lesquelles le président américain considère l'annexion du Groenland comme une étape clé de son projet de renforcement de la puissance américaine.

---

## **Groenland.**

### **Groenland: l'opposition remporte les législatives, poussée des nationalistes - AFP 12 mars 2025**

D'après les derniers résultats officiels publiés mercredi, le parti Démocrates, formation autoproclamée "*sociale-libérale*" favorable à l'indépendance à terme, a remporté 29,9% des suffrages, multipliant par plus de trois son score lors de l'élection précédente en 2021.

Les nationalistes de Naleraq, force la plus activement engagée pour que le territoire autonome danois rompe ses liens restants avec Copenhague, se placent eux deuxième avec 24,5% des voix.

La coalition sortante composée d'Inuit Ataqatigiit (IA, gauche écologiste) et des sociaux-démocrates de Siumut a elle été très largement sanctionnée par les électeurs qui se sont déplacés en masse. IA perdant 15,3 points et Siumut 14,7 par rapport à il y a quatre ans.

Aucun des partis n'étant en position d'obtenir la majorité sur les 31 sièges au Parlement, des tractations vont maintenant être nécessaires pour former une alliance. Celle-ci devra notamment esquisser les modalités et un calendrier menant à l'indépendance que souhaitent l'immense majorité des 57.000 habitants.

*"Démocrates est ouvert à la discussion avec tous les partis et à la recherche de l'unité, surtout avec ce qui se passe à l'étranger"*, a déclaré son jeune leader de 33 ans, Jens-Frederik Nielsen, ancien champion groenlandais de badminton.

Signe, peut-être, d'un effet Trump, la participation a été élevée, à plus de 70%.

A près de 90% inuits, les Groenlandais déplorent avoir été traités historiquement comme des citoyens de second rang par l'ex-puissance coloniale accusée d'avoir étouffé leur culture, procédé à des stérilisations forcées et retiré des enfants à leurs familles.

Les principaux partis groenlandais souhaitent tous l'indépendance, mais ils divergent sur la feuille de route.

Naleraq la veut très rapidement.

D'autres formations conditionnent l'indépendance aux progrès économiques du Groenland.

Recouvert à 80% de glace, le territoire est économiquement dépendant de la pêche, qui représente la quasi-totalité de ses exportations, et de l'aide annuelle d'environ 530 millions d'euros versée par Copenhague, soit 20% du produit intérieur brut (PIB) local.

Pour Naleraq, le Groenland pourrait voler de ses propres ailes grâce à ses ressources minérales mais le secteur minier reste pour l'heure ultra-embryonnaire, plombé par des coûts d'exploitation élevés.

Dans la nuit de dimanche à lundi, Trump a de nouveau promis, sur son réseau Truth Social, sécurité et prospérité aux Groenlandais qui souhaiteraient faire partie des Etats-Unis.

Selon un sondage paru en janvier, quelque 85% des Groenlandais excluent cette éventualité.

Les déclarations de Donald Trump ont pesé sur la campagne électorale.

Naleraq voit dans l'intérêt américain pour l'île un levier dans de futures négociations avec le Danemark.

Mais ces sorties refroidissent aussi parfois les ardeurs indépendantistes et incitent au maintien des liens avec Copenhague, au moins pour l'instant.

*"Si nous devenons indépendants, Trump pourrait devenir trop agressif, c'est ce qui me fait peur"*, affirmait un autre électeur, Ittukusuk, jugeant que *"rester avec le Danemark est plus important que jamais"*.

## **Annexion du Groenland par les Etats-Unis... Les partis groenlandais s'insurgent tous contre Trump - 20 Minutes/AFP 15 mars 2025**

Face aux velléités répétées de Donald Trump d'annexer le Groenland, l'exaspération est totale. Dirigeants groenlandais et danois ont condamné d'une seule voix les déclarations du président américain, qui a affirmé jeudi que le territoire arctique finirait par être rattaché aux Etats-Unis.

Le Premier ministre groenlandais par intérim, Mute Egede, a convoqué en urgence les leaders des cinq partis représentés au Parlement local. Ensemble, ils ont signé une déclaration commune dénonçant fermement les propos du président américain. « *Nous – tous les chefs de parti – ne pouvons pas accepter ces déclarations répétées sur l'annexion et le contrôle du Groenland* », ont-ils affirmé.

Sur les réseaux sociaux, Mute Egede a enfoncé le clou : « *Nous ne deviendrons jamais, de quelque manière que ce soit, une partie des Etats-Unis et nous ne deviendrons jamais des Américains.* » Jens-Frederik Nielsen, chef du parti centriste vainqueur des récentes législatives, a de son côté jugé ces ambitions « *déplacées* ».

---

## **Canada.**

### **Le Canada ne fera « *jamais partie des Etats-Unis* », clame le nouveau Premier ministre - 20 Minutes/AFP 15 mars 2025**

Dès son premier discours en tant que Premier ministre du Canada, Mark Carney a tenu à dissiper toute ambiguïté sur l'avenir du pays face aux récentes déclarations de Donald Trump. « *Nous ne ferons jamais, jamais, de quelque manière que ce soit, partie des Etats-Unis* », a-t-il affirmé avec fermeté ce vendredi, réagissant aux suggestions répétées de Donald Trump sur une éventuelle intégration du Canada comme 51<sup>e</sup> Etat.

Tout en affichant une posture intransigeante sur la souveraineté canadienne, Mark Carney a souligné sa volonté de maintenir une coopération avec Washington. « *Nous respectons les Etats-Unis et nous cherchons des moyens de travailler ensemble* », a-t-il précisé, évitant toute escalade diplomatique avec son puissant voisin.